IMT Nuremberg Archives

H – 4194

International Court of Justice

H4194 – 0002

4

Le Délégué du Gouvernement français au

Ministère Public du Tribunal International,

certifie que le document N°4 de la documentation française, consistant dans la photo-copie d'une page du Journal Pariser-Zeitung, numéro du I7 Juillet I942, est conforme à l'original qui se trouve dans la collection de ce journal à la bibliothèque nationale à Paris.

Nuremberg, le I8 Janvier I946

B 43988

Pour le Délégué du Gouvernement provisoire
de la République Française
au Ministère Public du Tribunal International
des Grands Criminels de guerre
L'Adjoint au Délégué

H4194 – 0003

n° 4

I879

Extrait d'un Article de la Pariserzeitung
du I7-VII-42

DEUX ANNEES D'ECONOMIE DIRIGEES EN FRANCE
par le Dr.MICHEL

.....

Afin d'utiliser les forces productives de l'industrie française, le Reich commença par reporter en France ses commandes d'articles industriels afférents à la guerre. Un seul chiffre suffit à démontrer le succès de ce transfert de commandes allemandes : la valeur des transactions faites jusqu'à ce jour s'exprime en un nombre dépassant des centaines de milliards en francs. Un sang nouveau circule dans les veines de l'économie française qui travaille jusqu'à la limite de ses capacités.

.....

A mesure que la couverture en matières premières tendait à s'amincir à raison de la durée de la guerre, on commençait à embaucher la main-d'oeuvre française qui devenait disponible.

B43989

AL

B 43991

H4194 – 0004

PARISER ZEITUNG

LE GRAND JOURNAL ALLEMAND D'INFORMATION A PARIS

Page 7 — N° 194 — 17 juillet 1942

# Deux années d'économie dirigée en France

**par le Dr Michel,**
Kriegsverwaltungschef, Paris

IL se peut qu'il y ait encore aujourd'hui en France, après deux ans d'économie dirigée effective, des économistes qui ne soient pas encore tout à fait acquis à ce principe. Mais il suffit de jeter un coup d'œil en arrière, sur les premiers temps du fonctionnement de l'administration militaire allemande en France, pour voir clairement combien une économie dirigée était devenue nécessaire en France et jusqu'à quel point elle est devenue une question capitale pour le pays.

Deux ans sont maintenant passés ! Un désordre inimaginable régnait alors dans l'économie française. Paris était déserté. Sur toutes les routes de France s'écoulaient les flots des réfugiés. La récolte était encore sur pied. Qui allait la ramasser ? Grâce à la participation massive de l'armée allemande aux travaux de la récolte, grâce à l'intervention rapide des soldats allemands, l'impulsion fut donnée. La population reprit courage. On manquait évidemment de main-d'œuvre pour conjurer le danger d'une famine menaçante. La solution ne semblait possible que par une improvisation énergique. L'armée allemande avait à sa disposition la masse considérable des prisonniers de guerre. Ils se trouvaient pour la plupart concentrés dans la région au-delà de la ligne Maginot ou le long des côtes de l'Atlantique, alors que leur travail était nécessaire dans les principales régions de céréales du centre nord de la France. C'est alors qu'intervient la section économique du Commandement militaire. Les moyens de transport manquent ; il faut assurer la subsistance des prisonniers. Ces problèmes ont été résolus par la section économique et ses rares collaborateurs du début, grâce au soutien énergique des troupes. Les prisonniers furent dirigés vers les « Centres d'embauche ». C'était particulièrement difficile parce que les Feldkommandanturen étaient elles-mêmes encore en voie de formation. La fourniture et la répartition de la ficelle à lier, du carburant et des machines agricoles fut largement assurée. Avec l'aide des régiments de transport, les moyens d'exploitation indispensables furent acheminés à pied-d'œuvre.

●

UNE difficulté était apparue immédiatement après l'armistice, dont la solution était particulièrement urgente: il s'agissait de l'approvisionnement en lait de Paris. Sans hésiter, des avions allemands furent mis en service pour porter aux nourrissons, aux enfants et aux malades de la capitale, le lait frais indispensable. Le Groupe Economique, en collaboration étroite avec la section des Transports Economiques, réussit à assurer le ravitaillement en vivres et la marche de l'agriculture, et rapidement aussi à rétablir le fonctionnement de sections importantes de chemins de fer. C'est ainsi que le ravitaillement de Paris en lait frais qui était tombé au 23 juin 1940 de 600 à 1, avait décuplé trois jours après. Par la remise en fonctionnement de nouveaux centres de ramassage et la reprise des chemins de fer, on put rapidement satisfaire aux besoins normaux, successivement des nourrissons, des jeunes enfants et des malades. La récolte put être rentrée grâce à la participation étendue de toute l'armée allemande et la nourriture de la population était ainsi assurée. Etant donné que les ensemencements de l'automne 1939 avaient été très insuffisants et, que par suite de l'évacuation totale ordonnée par le Gouvernement français dans les régions du Nord et de l'Est de la France, les travaux agricoles les plus urgents de mai et de juin 1940 n'avaient pas été faits, la récolte de céréales ne fut que de 60 %, celle des betteraves sucrières et des pommes de terre, de 40 % de la récolte normale.

●

APRES avoir résolu ces problèmes qui se sont posés tous les jours au cours de la première période de l'occupation, on a pu s'atteler à la tâche minutieuse et difficile de la reconstruction. En 1941, la moisson se rapprochait dans l'ensemble de celle des années normales. Il faut s'attendre en 1942 à ce que la production, en particulier, des céréales, atteigne les chiffres de l'année précédente, tandis que, par exemple, la superficie des terres cultivées en betteraves sucrières s'est élevée de 230.000 à 275.000. De même, l'étendue cultivée en pommes de terre, s'est accrue, par rapport à 1941, surtout grâce aux semences allemandes. Le doryphore qui menace de ravager l'Europe, a été efficacement combattu par les méthodes préconisées par le Haut-Commandement militaire. La culture du colza a été étendue ; pour 1942-1943, on a prévu un accroissement de 100.000 hectares. On procède à la reconstitution du cheptel, surtout en ce qui concerne les jeunes animaux. Le ravitaillement en graisse dépend d'ailleurs considérablement de l'application stricte et impitoyable du rationnement, tel que le souhaitait dès le début le Haut-Commandement. La fusion des ministères de l'Agriculture et du Ravitaillement, enfin réalisée sous le gouvernement Laval, est une des conditions primordiales pour que l'ensemble des mesures de rationnement donne les résultats cherchés. Car cet objectif ne peut être réalisé que si la production et la répartition se trouvent entre les mains d'une même personne responsable, aux échelons régionaux et départementaux comme au sommet de la hiérarchie.

●

LA direction prise par l'économie industrielle pendant ces deux dernières années montre quelles sont les meilleures formes que l'économie dirigée soit susceptible de revêtir en France. Il faut distinguer à ce sujet cinq étapes successives, chevauchant en partie les unes sur les autres. Dans ce domaine comme dans les autres, il s'agissait de mettre de l'ordre dans le chaos né de la guerre-éclair et de donner une nouvelle impulsion à la production. Il fallait avant tout empêcher que la production industrielle ne se développe à tort et à travers. C'est pourquoi, dès les premiers jours de l'occupation, aucune entreprise n'a pu être remise en marche sans autorisation. On a dû également freiner en haut-lieu les prétentions de certains services locaux, qui pour des raisons compréhensibles, peut-être aussi par patriotisme de clocher, voulait remettre en activité le plus grand nombre d'entreprises possibles de leur ressort. C'est aussi pendant cette période qu'eurent lieu les premières discussions avec le gouvernement français. Il s'agissait d'abord de démontrer aux représentants du gouvernement la nécessité qu'il y avait de rationner les matières premières. Il est extraordinaire que la France n'ait pas introduit le rationnement des matières premières dès le début de la guerre; on était tellement sûr que les importations continueraient comme par le passé ! A la suite de nombreux pourparlers, nous sommes arrivés à persuader au gouvernement français qu'il était indispensable d'appliquer à la France entière, donc à la zone non-occupée également, le rationnement des matières premières.

●

AINSI débuta la deuxième phase : celle-ci est caractérisée par la mise en marche progressive de l'économie planifiée. Le 16 août 1940, une loi importante fut promulguée en France : elle stipulait la création d'une organisation professionnelle et de comités d'organisation. Le Gouvernement français créa de cette façon des organes économiques qui pouvaient servir d'intermédiaires entre l'Etat et la production industrielle du pays, en dirigeant celle-ci dans l'intérêt de la communauté entière. Quant au rationnement des matières premières, une loi (du 10 septembre) en apportait la base matérielle et les principes de l'organisation. Elle instituait un organisme spécial, « l'Office Central de Répartition des Produits Industriels » chargé de la direction des matières premières. Cet office et les Sections de Répartition qui en dépendent, ont pour but de diriger la répartition des matières premières d'un point de vue étatiste, en tenant compte des nécessités afférentes à la guerre. Par conséquent, leur utilisation ne dépend plus de l'arbitraire des producteurs isolés. On voit donc que dans cette deuxième phase, la direction économique put être confiée aux ministères et aux administrations de l'Etat français.

De même, dès lors édictées par les autorités françaises à la fin de l'automne 40 fixèrent le système de rationnement, appliqué au pays. Au début de novembre, on introduisit les cartes alimentaires, puis la carte de textile et la carte de chaussures. L'administration militaire allemande avait pu dans la règle se contenter du rôle de conseiller et d'instaurer, en veillant à ce que les ordonnances de l'administration françaises, afférentes au rationnement fussent exécutées. Aussi ne fallut-il avoir recours qu'à un nombre limité de spécialistes allemands de l'administration économique. En même temps, on peut être assuré que les mesures nécessaires seront toujours appliquées dans la forme la plus correspondante aux besoins de l'économie française.

●

LA troisième phase est caractérisée par le transfert des commandes du Reich en France. Afin d'utiliser les forces productives de l'industrie française, le Reich commença par reporter en France ses commandes d'articles industriels afférents à la guerre. Un seul chiffre suffit à démontrer le succès de ce transfert de commandes allemandes: la valeur des transactions faites jusqu'à ce jour s'exprime en un nombre dépassant des centaines de milliards de francs. Un sang nouveau circule dans les veines de l'économie française, qui travaille jusqu'à la limite de ses capacités. Ainsi le nombre des chômeurs, qui atteignait encore, au début de novembre 40, 1.06 millions, a diminué très considérablement, et se réduit à présent à un nombre infime. Par conséquent, l'exemple de la France démontre également que le chômage n'est pas un phénomène relevant de la fatalité divine, mais qu'il peut être, dans une économie dirigée, liquidé à bref délai, à condition qu'on procède d'une façon rationnelle.

A mesure que la couverture en matières premières tendait à s'amincir en raison de la durée de la guerre, on commençait à embaucher la main-d'œuvre française, qui devenait disponible. On a dû surmonter d'abord maints obstacles d'ordre psychologique ; mais peu à peu, un nombre toujours croissant d'ouvriers français s'est rendu compte du fait que les conditions du travail en Allemagne sont non seulement favorables, mais que l'ouvrier spécialisé même est le bienvenu dans les usines du Reich et y est estimé à sa valeur. Ainsi, plus de 171.000 ouvriers français sont allés travailler dans les entreprises du Reich, ayant passé par le service d'embauche attaché à l'administration du Militärbefehlshaber en France.

Présentement une grande action est en cours, qui embrasse également la zone non-occupée. Sans doute l'appel ardent du président Laval a-t-il donné des résultats positifs. C'est dans la zone non-occupée qu'on peut noter un changement d'opinion manifeste. Les inscriptions dans les bureaux d'embauche se multiplient, et leur nombre progresse constamment. Dans les territoires occupés, le nombre des transports à destination de l'Allemagne augmente également sans cesse. Ainsi la France apporte-t-elle une aide efficace dans la grande lutte pour la libération de l'Europe.

La cinquième phase du développement économique est marquée par la concentration et la rationalisation de plus en plus sévère de l'industrie française, cette concentration et cette rationalisation allant de pair avec le transfert de la main-d'œuvre française disponible en Allemagne.

Ici, le Militärbefehlshaber et le Ministère à la Production de France se complètent, en tendant tous les deux à utiliser au mieux et de la façon la plus rationnelle les entreprises, les forces ouvrières et les matières premières disponibles. Si l'on parle de la fermeture prochaine de 1.600 entreprises industrielles, l'accent n'est pas à mettre sur ce chiffre, mais sur la concentration du travail dans les industries les plus viables du pays. Ce ne sont pas toujours les plus grandes ; les moyennes et les petites même se trouvent ainsi incitées à tendre vers un rendement maximum, pour mériter d'être classées dans la catégorie « entreprises indispensables ». Dans ce procès de triage, le plus capable et le plus diligent a les plus grandes chances de se maintenir.

A mesure que la lutte pour la liberté de l'Europe dure et croît en intensité, les exigences qui se posent devant chacun dans la partie occidentale du continent, deviennent plus grandes.

●

BEAUCOUP de choses désirables, bien qu'inutiles au point de vue de leur emploi en temps de guerre, continueront à l'être à l'avenir. Cette concentration industrielle, centrée sur la guerre, permettra plus tard d'inclure la France dans l'économie du grand espace européen. Beaucoup d'entreprises franco-allemandes ont été créées dans le courant des deux dernières années, surtout des entreprises pour la production de nouvelles matières premières (comme la cellulose, par exemple). Ainsi la création de « Francolor », entreprise franco-allemande pour la chimie du textile témoigne des bons résultats de la collaboration des deux pays. Cette collaboration se développe et s'amplifie constamment.

Ici, nous n'avons pu aborder que trois domaines afférents à l'économie dirigée : l'agriculture, l'industrie et la main-d'œuvre. Mais dans d'autres domaines également, de nombreux problèmes se posent chaque jour. Il y a notamment les questions de la politique des prix, des transports, du commerce extérieur, de la « déjudaisation », etc. Il ne faut pas juger des succès d'une économie dirigée uniquement d'après les phénomènes de pénurie qui apparaissent de temps à autre. Il faut se demander plutôt, comment les « réserves en matières premières » seraient utilisées dans le cas d'un marché libre. Comment l'approvisionnement de la population entière en produits alimentaires aurait-il pu être garanti ? A quel jeu de trapèze se seraient adonnés les prix, et comment la question des salaires et le problème de la monnaie auraient-ils pu être résolus ?

Par conséquent, une direction rigoureuse de l'économie française s'avérait et s'avère nécessaire. Car, sans économie dirigée, l'intégration rationnelle de la France dans le grand espace européen est impossible, tout comme la mise en valeur des divers espaces partiels. Quant aux modalités de la direction économique, celles-ci dépendront en grande partie de la bonne volonté de chacun, de sa conscience nationale et professionnelle, de son désir de participer à la grande œuvre commune et de la mener à bien.

# L'Islam en effervescence

L'entrée en Egypte des troupes victorieuses du Generalfeldmarschall Rommel a suscité en Arabie une profonde émotion. C'est que les événements militaires forment le prolongement naturel de la lente évolution qui s'opère depuis quelques années dans le Proche-Orient et qui préside à la refonte du monde musulman. On aurait tort de méconnaître l'importance considérable du regroupement islamique opéré sous l'influence de la pression politique de la Grande-Bretagne. En effet, l'Angleterre a, de tous temps, cherché à diviser les intérêts arabes pour assurer sa domination coloniale. Toutefois, elle dut inaugurer une politique faite de ruse et d'apparente souplesse envers ces peuples, fils fanatiques du désert, doués de grandes qualités morales héréditaires mais sujets à des impulsions innées susceptibles de bouleverser en quelques heures tout le travail édifié par des années de diplomatie. Malheureusement pour l'Angleterre, son splendide égoïsme réalisa le miracle d'unir lorsqu'elle voulait désunir et de forger là où elle croyait désagréger. Les Etats musulmans assaillis par les « infidèles » européens dès le XVIII[e] siècle furent peu à peu asservis — au moins sur le papier car sous la marée montante des exactions britanniques, l'Islam s'émut. De l'Inde à l'Egypte, du Maroc à la Chine, du Turkestan au Congo, les 250.000.000 de partisans du Prophète sentirent renaître en eux le désir intense de l'émancipation. Le contact avec le modernisme européen autorisa le développement d'un nouveau libéralisme musulman. Dès le milieu du XIX[e] siècle, chaque pays islamique avait son groupe d'esprits éclairés, sous l'influence du mouvement wahabiste qui devenait de jour en jour plus puissant. Le premier pays où leur force éclairée se fit particulièrement remarquer fut l'Inde. On connaît le collège musulman « Aligarh », fondé par le fameux réformateur sir Syed Ahmed Kahn, inspirateur du mouvement appelé « Néo-motazéliate » dont certains chefs tels que Moulvie Chérag Ali, Syed Emir Ali et S. Khuda Bukhsh eurent leur heure de célébrité mondiale. Ces réformateurs libéraux constituèrent le premier noyau évolutionniste du progrès en Islam. Ils formèrent en quelque sorte le piédestal du Nationalisme arabe bien qu'ils aient dû en modérer les ardeurs parfois trop violentes. Libéralisme et Nationalisme donnèrent naissance au mouvement pan-islamique moderne. Il faut savoir que ce dernier s'appuie sur deux branches dont en Occident on connaît mal l'action puissante. La première est celle de la confrérie religieuse des « Senoussiya ». La seconde est celle de la confrérie descendant de « Sidi Djemal-ed-Din el Afghani ». L'une et l'autre sont particulièrement redoutées des Britanniques qui leur doivent de cuisants échecs.

Les « Senoussiya » forment un ordre créé par Sidi Mohamed ben Senoussi el Madhi, descendant du Prophète. Leur centre occulte serait à la forteresse de Djouf au cœur même du Sahara libyen, centre qu'un seul Européen, l'explorateur Nachtigal, a pu contempler. Cet ordre compte des adhérents dans toutes les parties du monde musulman. Sa puissance est énorme et les autorités britanniques n'ont pas encore osé l'affronter réellement par crainte de répercussions certaines.

Quant au mouvement de « Djemal-ed-Din, il est entièrement politique. Les Anglais ont toujours cherché à le persécuter. Il était à la base de l'insurrection d'Arabi Pacha en Egypte en 1880. Il inspira la politique pan-islamique d'Abdul Hamid en Turquie. Il s'est implanté adroitement dans le parti Jeune Turc dès 1908, et se retrouve jusqu'en Iran où il lutte contre la mainmise anglo-russe aux côtés du Babisme. En Chine, il participa à la lutte antibritannique des Sun-Yat-Sen. Bref, partout où l'influence anglaise risque de s'appesantir sur l'Islam, on retrouve l'opposition conjuguée des « Senoussiya » et des partisans de Djemal-ed-Din ».

Il existe encore d'autres mouvements arabes qui luttent contre l'Angleterre, tels celui des « Ikhouans » (Frères) qui domine dans le Nedjed, et celui appelé « Salafiya » qui a son centre dans l'Inde. Or, la raison profonde de tous ces groupements anti-britanniques réside surtout dans le mépris manifesté par les Arabes vis-à-vis de la fausseté de la diplomatie anglaise. Leur sens naturel de l'honneur a été étrangement froissé par la duplicité de cette dernière. Ils avaient trop compté sur les promesses faites et qui non seulement ne furent jamais tenues mais se retournèrent contre eux. Les impostures du fameux colonel Lawrence sont bien connues dans ce domaine. Cet envoyé de l'Intelligence Service avait pourtant acquis sur les chefs arabes une influence sans bornes et il avait été surnommé « l'âme de la révolution arabe ». En fait, toutes les manifestations officielles des aspirations arabes furent utilisées par la propagande anglaise pour mieux les étouffer tout en s'en servant contre d'autres puissances, particulièrement contre la France.

Ces dernières années, le monde de l'Islam s'est remué et a réalisé de grandes choses. En 1936, ce fut le départ pour Bagdad d'une délégation séoudite chargée de négocier en vue d'une alliance pan-arabe qui engloberait la Transjordanie, la Palestine, l'Irak, le Nedjaz, le Yemen et la Syrie. L'Angleterre vit alors disparaître l'occasion de garder en main un groupement qui lui permettait de consolider sa domination en Islam, surtout après l'inquiétude que lui causait la victoire italienne en Ethiopie, d'une part, et l'influence croissante d'Ibn Séoud en Arabie, d'autre part. Le 20 janvier 1936 vit la signature d'un quadruple pacte d'amitié et de non-agression entre l'Afghanistan, l'Irak, la Perse et la Turquie, pacte réunissant en un seul bloc 35 millions d'hommes. Le 3 avril, ce fut un t[illegible] d'alliance entre l'Irak et l'Ara[illegible] séoudite, ouvert aux autres Etats arabes musulmans indépendants. Le 7 mai intervint un traité politique entre l'Egypte et l'Arabie séoudite. D'autres accords lièrent ensuite l'Irak et l'Iran, l'Iran et l'Afghanistan, l'Irak et l'Arabie séoudite, le Yemen, la Turquie et l'Egypte. Ainsi, malgré les efforts [illegible] l'Angleterre, les nationalistes pani[illegible]ques ont réussi à créer une véritable fédération groupant toutes les populations musulmanes de la « Djeziret-el-Arab » inaugurée par les rois Hussein et Fayçal. C'est là un formidable front contre la tutelle anglaise dans le Proche-Orient et les pays limitrophes de l'Inde.

Allah s'est dressé contre l'Intelligence Service. Les peuples arabes voient aujourd'hui avec joie s'effondrer la domination anglaise et, comme le disait le grand Muphti de Jérusalem aux représentants de la presse, « La conséquence immédiate des victoires de l'Axe sera la libération de tous les pays arabes du Proche-Orient, enfin délivré du joug britannique. »

*Roger Lievens.*

# Travailler en musique

On a prétendu très souvent que la musique était une cause de distraction pour le travailleur, plus qu'il ne convenait pour la bonne marche de son travail ; en réalité, il s'agit dans tous les cas d'une question de discipline du travail. Les seuls travaux qui font exception sont ceux qui exigent une concentration constante, tels que ceux du calcul dans les bureaux et ceux de la soudure, dans les ateliers où cette opération n'est pas faite à l'aide de machines. La musique serait, en outre, superflue et même gênante, là où elle ne pourrait plus couvrir le bruit et où celui-ci ne pourrait être éliminé.

L'installation d'un haut parleur et la reproduction de disques phonographiques sera réservée plus avantageusement aux ateliers où le travail est plus ou moins mécanique.

Il n'est pas toujours très facile de déterminer l'influence qu'aura la musique sur tel ou tel travail.

Tout chef d'entreprise conscient de ses responsabilités ne devrait pas, pour sa commodité, répondre de prime abord négativement à cette question, mais se réserver la possibilité d'un essai. C'lui-ci est facilement réalisable et il a parfois un résultat inattendu.

Pour pouvoir émettre un jugement sur le résultat, il faut contrôler soigneusement le rendement du travail avant et pendant l'audition de musique. Pour le premier essai, il suffit simplement, après constatation des moments de la journée où le rendement baisse le plus sensiblement, de faire jouer pendant quelques jours la T.S.F. ou le gramophone, au cours des heures critiques qui tombent en général dans l'après-midi. On peut se rendre compte de l'influence que peut avoir la musique sur le travail, d'après les résultats de l'enquête qui a été faite dans une usine de tricotage où le rendement du travail baissait sensiblement, par suite de la fatigue des ouvrières.

La T.S.F. diffusait dans les ateliers des chants populaires, des marches et des airs d'opérettes. Entre 14 heures et 15 heures, et entre 16 heures et 18 heures, on put, après l'émission de la musique, constater, par un système de pointage qui s'étendit sur plusieurs jours et sur plusieurs ouvrières, que le rendement de la journée avait augmenté de plus de 5 %. Si l'on considère que le rendement du travail de la matinée restait presque inchangé, cela signifiait que le rendement avait augmenté grâce à la musique, dans les heures d'après-midi, de 10 % à 15 % par heure de travail. Il convient d'ajouter qu'il s'agissait du rendement de travaux exigeant le concours simultané de l'esprit et de force musculaire des ouvrières.

Etant donné le peu de moyens qu'exige l'installation d'émission de musique et le peu de travail qu'exige sa mise en marche, par rapport au profit que procure l'augmentation du rendement, on peut voir que ce succès justifie la décision prise. A ceci, il faut ajouter qu'une plus grande allégresse dans le travail et la diminution de la fatigue des ouvriers sont aussi des résultats appréciables qui ne peuvent être traduits en chiffres. En outre, selon une constatation faite par le chef d'entreprise, le penchant des ouvriers à parler pendant les dernières heures de travail, et qui doit être considéré comme l'indice d'une mauvaise discipline, a tellement diminué après l'introduction des heures de musique que, même l'après-midi, le plus grand calme règne dans les ateliers. Les ouvriers se sont tellement habitués à leur musique qu'aucun d'entre eux ne voudrait s'en passer.

La musique légère est évidemment préférable. En ce qui concerne les émissions de la T.S.F., il faut considérer aussi que les annonces, ainsi que les nouvelles imprévues, peuvent gêner la marche du travail.

La tendance à apporter une entière attention au speaker est souvent très forte. La diffusion des disques sera donc dans beaucoup de cas préférable à celle de la radio. Il faut en tout cas vérifier soigneusement si la musique ne peut pas augmenter aussi le rendement et la bonne humeur là où elle avait été refusée antérieurement pour diverses raisons, car elle peut favoriser la mise en œuvre d'autres facteurs de production.

*D. H.*

## EN BREF...

### *L'enseignement dans le Gouvernement Général*

On compte actuellement, dans le Gouvernement Général, 24.000 écoles populaires polonaises, fréquentées par un million et demi d'élèves. Les lois précédemment en vigueur sur le devoir scolaire et la durée des études n'ont pas été modifiées.

Les écoles techniques, artisanales, ménagères et rurales sont au nombre de 2.100. Un journal destiné à l'instruction publique, le « Ster », est tiré à 700.000 exemplaires.

### *L'effort agricole dans le Gouvernement Général*

Le 1000[e] tracteur agricole vient d'être mis en service dans le Gouvernement Général, où, au cours du mois d'avril seulement, 454 de ces engins ont été livrés. L'outillage fourni principalement aux grandes entreprises rurales permet de bien augurer des résultats d'une exploitation agricole menée avec toutes les ressources de la technique moderne.

### *Augmentation de la production industrielle danoise*

L'index de la production industrielle au Danemark est passé d'avril à mai, de 90 à 94 %. Pendant la même période, le nombre des heures de travail par jour, qui était de 1.16 million est passé à 1.26 million.

### *Accord entre l'Indochine et le Thaïland*

La signature du nouvel accord de frontière entre le Thaïland et l'Indochine française sera signé le 11 juillet à Saïgon, dans les bureaux de l'Administration municipale, en présence des délégués nippons.

Cet accord concernant la démarcation de la frontière marque la fin des négociations qui ont commencé l'année dernière avec l'arbitrage du gouvernement de Tokio, lors du conflit qui éclata le 20 janvier 1941.

La quatrième et dernière session du Comité tripartite pour la délimitation des territoires entre les deux pays précédera immédiatement la signature de l'accord. Les travaux de la commission ont porté sur une frontière s'étendant sur 2.300 kilomètres.

AUTOUR DU VIEUX P[illegible]

# Le gibet de Mo[illegible]

Au moyen âge, les fourches patibulaires de la Prévôté de Paris dressaient leur silhouette hideuse sur la butte de Montfaucon, dans un terrain écarté sis à l'extrémité nord du faubourg Saint-Martin. Les condamnés y étaient pendus haut et court, et leurs corps restaient exposés plus ou moins longtemps, pour donner à la peine un caractère infamant autant qu'exemplaire.

Mentionné dans des actes fort anciens, ce gibet royal se composait d'un soubassement massif long de huit toises et large de six, que surmontaient seize piliers de pierre hauts de quatre-deux pieds, disposés suivant les trois côtés d'un rectangle et reliés entre eux par une double rangée de traverses en bois dont chacune servait de potence.

L'aspect théâtral de ces assises formidables, la vue des cadavres noircis balancés au gré du vent, le croassement des corbeaux qui se disputaient ces débris de chair humaine, l'odeur affreuse que dégageait ce triste pourrissoir, tout contribuait à faire de Montfaucon un lieu d'épouvante.

Au pied de la butte s'élevait une croix de pierre, devant laquelle le patient faisait une dernière station et recevait la bénédiction du prêtre avant d'être livré au bourreau.

A côté des criminels de droit commun, l'histoire a signalé des personnages notoires qui, victimes de vengeances ou de passions politiques, ont fini leur carrière à Montfaucon. Le premier, Pierre de Brosse, favori de Philippe le Hardi, convaincu sans preuve formelle d'avoir empoisonné Louis de France, fils aîné du roi et d'Isabelle d'Aragon, fut mis à mort le 30 juin 1277, « laquelle chose fut mouit plaisante au duc de Bourgogne et à quelques nobles barons ». Mais le peuple de Paris s'en émut « ne pouvant croire qu'un homme de si haut fût dévalé si bas ».

Le 30 avril 1315 vit l'exécution d'Enguerrand de Marigny, ancien surintendant des finances de Philippe le Bel. Accusé de maléfices et de dilapidations, le malheureux fut condamné sans être entendu, et pendu à Montfaucon sous les huées de la foule. La nuit suivante, des malfaiteurs détachèrent le corps, le dépouillèrent de ses vêtements et le laissèrent nu sur la place. « Ce fut le premier et bizarre exemple de « vol en l'air » dit l'historien Sauval.

# Le pas de c[illegible]

L'église Saint-Séverin et son vieux charnier, chers à Huysmans et aux flâneurs des deux rives, se dressent dans un îlot moyenâgeux meurtri par la pioche des démolisseurs, mais non encore réduit en poussière.

Quartier des écoliers, des clercs de la basoche et des ribaudes, des pas illustres avaient frôlé le sol de ses ruelles tortueuses. Le profil aquilin de Dante avait projeté son ombre sur les murs sombres de la rue Galande, et François Villon s'était attardé sans doute au carrefour de Saint-Séverin et de Saint-Jacques. A l'hôtellerie de « L'Escu d'Argent », à la rôtisserie du « Paon blanc », à la « Maison du Dieu d'Amour », où, tout comme au savant Edmond Beaurepaire, « les mœurs nous paraissent avoir été suspectes »

Ce croisement de rues, aujourd'hui définitivement défiguré, s'appelait, au treizième siècle, le « carrefour du Travail au fèvre », travail signifiant ici la pièce de charpente dans laquelle les maréchaux-ferrants attachent, pour les ferrer, les chevaux difficiles. Ces maréchaux se chargeaient, en outre, de rougir au feu la clef de la chapelle de Saint-Martin, pour en marquer les montures des voyageurs, les protégeant ainsi des maladies et des dangers de la route.

D'après Rabelais, Seigni Joan, « fol insigne de Paris », avait, un jour, rendu en ces lieux un jugement digne du roi Salomon, en déboutant de sa réclamation un rôtisseur qui voulait faire payer à un pauvre hère la fumée du rôt dont celui-ci avait assaisonné son pain. Par devant le cercle des badauds assemblés, Seigni Joan ordonna au fraquin de tirer de sa gibecière un tournoi, et le fit sonner sous le nez du demandeur, en proclamant

LA VIE ARTISTIQUE

# Pygmalion au F[illegible]

Le Palais Mazarin était, hier, sorti de la torpeur à laquelle semble l'avoir voué, on ne sait par quels maléfices, les travaux des doctes assemblées qui se tiennent sous ses voûtes.

L'on aurait pu, sur la foi de la toute bariolée et des claires toilettes qui s'y pressaient, se croire revenu aux beaux temps des réceptions académiques ; il n'en était rien. Cependant, un événement d'importance allait se dérouler ; les vieilles pierres grises du Palais Mazarin, plus habituées aux sévères controverses des érudits, allaient retentir des sonorités des mélodies proposées au jugement des examinateurs par les cinq concurrents du Prix de Rome. Aussi, dans l'esprit de l'observateur amusé, un rapprochement devait immédiatement se faire entre les impérissables monuments d'érudition élevés par les hôtes habituels du lieu, et les fugaces sonorités qui, tout à l'heure, allaient s'élever, charmer, puis disparaître à jamais.

Les amours tourmentés de Pygmalion étalent le thème proposé au talent des musiciens qui s'affrontaient et qui devaient transcrire les émois et la passion du légendaire sculpteur de Chypre.

Cette histoire, qui aurait pu paraître acabrouse, aux regards des austères cogitations qui tourmentent à l'accoutumée l'esprit de nos immortels, se termine, cependant, l'honneur est sauf, suivant les meilleures traditions du théâtre honnête, par un mariage ; celui de la statue qu'un charme anime sou-

H4194-0004A

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NUREMBERG, GERMANY
Exhibit 1
Filed 11/6/11

B43990

H4194 – 0005

H-4194

N° 4

B 43987

3

Filed Jan. 18, 1946
[illegible]
Secy.

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL des GRANDS CRIMINELS de GUERRE

Exhibit R.F. 4

H4194-0006

1 pag
(cont.